Edouard Tétreau: «Pour un accord de gouvernement En marche ! les Républicains»

Edouard Tétreau - Crédits photo : Julien Falsimagne/©FALSIMAGNE/Opale/Leemage

Vox Politique (http://premium.lefigaro.fr/vox/politique) | Par Edouard Tetreau (#figp-author)
Publié le 08/05/2017 à 17h42

FIGAROVOX/TRIBUNE - Pour le consultant et essayiste, Emmanuel Macron doit gouverner avec la droite et le centre pour redresser la France.

Soutien d'Emmanuel Macron pour sa candidature improbable à la présidentielle, je soutiens aujourd'hui un projet tout aussi improbable: **celui d'un accord de gouvernement En marche! - les Républicains (http://www.lefigaro.fr/politique/2017/05/07/01002-20170507ARTFIG00220-le-maire-attend-un-geste-d-ouverture-du-president-elu.php)**pour relever le pays et, en cinq petites années, rattraper les décennies d'occasions manquées des présidences Chirac, Sarkozy et Hollande.

La campagne présidentielle qui s'achève est présentée comme la décomposition d'un ordre ancien: celui du duopole de gouvernement entre la droite et le Parti socialiste. Mais c'est une décomposition asymétrique: quand **le Parti socialiste n'est plus qu'un syndic de faillite (http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/05/08/35003-20170508ARTFIG00164-au-ps-la-tentation-du-dossard-en-marche.php)**, sans projet, sans chef et sans électeurs (6 % des suffrages au premier tour), la droite de gouvernement, malgré un leader disqualifié dès le mois de février, représente au moins 20 % de l'électorat français. Elle dispose d'une vision gaulliste, solide et ambitieuse pour le pays. Enfin, elle a su faire émerger dans ses rangs une nouvelle génération de leaders, formés à l'exercice du pouvoir.

Les deux forces disposant du capital politique nécessaire pour gouverner le pays dans un mois s'appellent En marche! et les Républicains

Les deux forces disposant du capital politique nécessaire pour gouverner le pays dans un mois s'appellent donc En marche! et les Républicains. Or, dès dimanche soir, comme si rien ne s'était passé, certains leaders des Républicains ont récité leur catéchisme daté du XXe siècle. Faire battre la gauche coûte que coûte. Imposer au nouveau président une cohabitation. Paralyser le pays pour espérer peut-être un peu plus de pouvoir et d'honneurs dans cinq ans. Sont-ils aveugles ou cyniques à ce point? Au premier tour de l'élection présidentielle, une majorité d'électeurs (54 %) s'est portée sur des candidatures de type communiste: un communisme repeint en vert pour Jean-Luc Mélenchon et Benoit Hamon ; un national-communisme pour Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan, avec gardes-frontières, détestation de l'Europe, Ordre des journalistes et nationalisations incluses ; et un communisme canal historique pour Nathalie Arthaud et Philippe Poutou.

Sauf à vouloir faire gagner ces forces-là, cette coalition des enfants de 1793 unis dans la haine du «riche» et de l'étranger, n'est-il pas temps pour En marche! et les Républicains de jeter les bases d'un contrat de gouvernement?

Pour y arriver, un doute doit être levé: celui qui existe chez les Républicains sur la volonté du nouveau président de faire une vraie alternance par rapport au quinquennat désastreux de **François Hollande (http://www.lefigaro.fr/elections/presidentielles/2017/05/08/35003-20170508ARTFIG00164-au-ps-la-tentation-du-dossard-en-marche.php)**. Un quinquennat qui se résume ainsi: prudence, faux-semblants et au final immobilisme sur les questions prioritaires économiques, sociales, sécuritaires et d'éducation. Et une marche forcée, violente et conflictuelle sur les questions sociétales, autour du mariage pour tous.

C'est avec une majorité de projets, un gouvernement de coalition, que le général de Gaulle a remis la France sur le chemin de la paix, de la prospérité et de la fierté retrouvées

Le nouveau président, pour réussir son double pari d'une France réconciliée avec elle-même, pacifiée, et qui se remette en marche sur ses vraies priorités à traiter (le chômage de masse, le terrorisme islamiste, le naufrage de l'éducation nationale et jacobine, le délitement de l'Europe), pourrait proposer à la droite républicaine un New Deal: faire l'inverse de François Hollande. À savoir un moratoire de cinq ans sur les sujets sociétaux. Ces sujets sont trop délicats et heurtent trop les consciences pour faire l'objet d'un travail législatif trop rapide dans une France fracturée, apeurée par la vitesse d'évolution de nos vies, liée à la mondialisation et aux progrès technologiques. Ce moratoire ne serait pas du temps perdu, mais du temps gagné à consulter et faire travailler non pas quelques lobbies mais les scientifiques, philosophes et représentants des différentes religions et traditions humanistes sur les questions cruciales de la filiation, du début et de la fin de vie. La législation attendra l'après-2022.

En revanche, les 6 millions de chômeurs, la menace terroriste, l'échec de notre système éducatif, eux, n'attendent pas. Le programme et la personnalité du leader d'En marche! sont en mesure d'apporter les premières réponses à la hauteur de ces enjeux urgents. Avec le renfort des Républicains qui veulent autre chose qu'une cohabitation cynique ou la compromission avec le FN, ce programme peut devenir le socle d'une vraie renaissance française. Celle d'un pays que les déclinistes professionnels avaient déjà condamné mort, alors que nous allons peut-être faire l'expérience d'un autre «moment 1958». De 1958 à 1962, l'UNR du général de Gaulle avait 206 sièges à l'Assemblée. C'est avec une majorité de projets, un gouvernement de coalition, que le général de Gaulle a remis la France sur le chemin de la paix, de la prospérité et de la fierté retrouvées. Les Républicains et En marche! peuvent faire gagner ensemble la France, dès juin 2017.

Cet article est publié dans l'édition du Figaro du 09/05/2017. **Accédez à sa version PDF en cliquant ici (http://kiosque.lefigaro.fr/le-figaro/2017-05-09)**

Edouard Tetreau